

Hervé Juvin*

QUESTIONS STRATÉGIQUES : DE QUOI S'AGIT-IL ?

Alors que le gouvernement de la République française met en place un « Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques », que les effets de la crise débordent l'économie pour devenir manifestement et lourdement politiques, au moment aussi où même les plus naïfs des sans-frontiéristes doivent bien reconnaître que les questions de puissance n'ont pas disparu avec la chute de l'empire soviétique, avec Internet et la religion des droits de l'homme, il faut reprendre à nouveaux frais la question initiale : qu'est-ce qui est stratégique ?

Se poser cette question sincèrement et sans ambages expose à cette révélation perturbante : nous n'en savons plus rien. Le grand mot de « stratégie » est employé à tout propos et se vide de sens en se privatisant. Les stratégies d'investissement en auraient-elles fini avec les stratégies nationales, collectives, politiques ? Les illusions successives de la fin de l'histoire, de la démocratie planétaire, de l'unité du genre humain, de la réduction de l'ensemble des relations humaines à des rapports de marché, ont pour effet principal cette « confusion du monde », dans laquelle Madeleine Albright voyait le signe distinctif des temps actuels. Suit aussitôt un aveu nécessaire : prolixes sur les moyens, indéfiniment capables de dissenter sur le « comment », nous en savons peu sur le « quoi », si peu que stratégie finit par désigner la manière d'atteindre un résultat, quel qu'il soit ; il y a des stratégies marketing pour vendre le nouveau yoghourt, des stratégies de marque pour lancer de nouvelles chaussettes, et des stratégies de rémunération pour assurer aux dirigeants de se placer pour des générations à l'abri du besoin, du fisc et des questions gênantes. L'objet se dissoudrait dans les moyens de l'obtenir, et la stratégie deviendrait une forme vide, un ensemble de procédés, de systèmes et de démarches supposés garantir un effet à moindre coût.

* Hervé Juvin, président d'Eurogroup Institute, publie *Le Renversement du monde – politique de la crise*, Gallimard, collection Le Débat, septembre 2010.

Un monde devenu α -stratégique

De ce qui est stratégique, au sens exigeant, vital, essentiel du terme, de ce qui met en jeu notre survie en tant qu'entité politique, en tant que société humaine, nous ne savons rien. L'aveu n'est pas de ceux qui passent avec un sourire contrit ; car il nous renvoie à nous-mêmes la réalité de sociétés tellement diverties par l'inessentiel qu'elles ne savent plus ce qui leur est essentiel – ce qui fait leur vie. Sur plusieurs points au moins, il semble que cette incapacité à désigner des enjeux stratégiques pour définir un espace stratégique est à l'origine de quelques-unes de nos inquiétudes et de certains des risques majeurs auxquels nous nous trouvons confrontés. Il se pourrait même qu'elle soit la source de cette incapacité à agir qui confine la politique à l'émotion et le gouvernement à la gesticulation (ou bien l'inverse).

Trois exemples, parmi d'autres, de cette incapacité collective et de cette confusion étendue.

- L'impossibilité dans laquelle se trouvent apparemment les Français de décider des conditions d'entrée sur le territoire, de la résidence en France, de l'accès à la nationalité, suscite ici ou là un sentiment d'invasion, elle est à l'origine de bouleversements des mœurs, des lois, des liens, dont il est permis de tout dire sauf qu'il ne touchent pas à l'identité même de la France et à la nature de la citoyenneté ; elle vaut désarmement consenti devant une menace identifiée. Un président de Région constate : « devant l'immigration, nous avons perdu une guerre ». Très bien, mais encore ?
- Les perspectives de paupérisation - au moins relative - de la classe moyenne, avec leurs immenses conséquences sociales, économiques, politiques, telles que la crise bancaire et économique actuelle les fait peser sur toutes les sociétés européennes, touchent au cœur du vivre ensemble, du faire société, et interrogent l'autonomie de nos sociétés par rapport à ce que nous appelons l'économie par amabilité (ou faiblesse) et qu'il faudrait nommer le pouvoir des intermédiaires de marché. L'économie n'est plus gérée, et la société se dissout. Là encore, passé le constat, que faire ?
- La privatisation des savoirs et des informations que prépare l'avènement d'Internet, dont les développements laissent penser qu'il devient plus qu'une prothèse de l'esprit humain - la structure à laquelle penser, débattre, réfléchir, se souvenir vont devoir se conformer -, présente les signes de la grande transformation que certains appellent de leurs vœux, ce moment où le progrès technologique va devenir autonome des choix humains par incapacité de l'esprit à le suivre et à le déterminer ; et nul ne peut penser que

l'autonomie des sociétés, leur diversité en même temps que leur unité interne se trouvent confrontées à une épreuve d'autant plus redoutable qu'inattendue et plus longtemps ignorée. Où trouver, aujourd'hui, une analyse d'Internet en termes politiques, c'est-à-dire en termes de pouvoir, de saisie et de conquête du pouvoir sous le signe de la gratuité, du libre accès et de la banalisation universaliste ?

Mouvements de population, migrations de peuplement, invasion des terres à prendre et des sociétés poreuses ; colonisation interne des sociétés occidentales par les intermédiaires financiers, dissociation interne et soumission de ces sociétés à l'ordre invoqué des marchés ; conquête de l'espace privé par Internet, et soumission progressive de l'esprit humain au système qui le nourrit, l'agite et le sidère ; trois exemples parmi d'autres de la méconnaissance, de l'imprévoyance ou de l'ingénuité qui accompagnent si bien l'avènement proclamé de la société de la connaissance, celle qui sait tout sur tout mais ne se connaît pas elle-même, exemples de pouvoirs invisibles qui se sont avancés masqués, mais qui exercent désormais leur puissance sur, ou contre, nos sociétés.

Qu'est-ce qui est stratégique ?

La question revient à dire : qu'est-ce qui compte vraiment pour nous, Français et Européens, en ce début du XXI^e siècle qui ne ressemble pas à ce qu'il devait être ? Elle se prolonge classiquement en celle-ci : qu'avons-nous à défendre qui compte plus que le reste ? Elle s'achève dans l'inconvenant : pourquoi acceptons-nous de tuer ou de mourir ?

Le premier constat est que la déconstruction récente de la politique nie que la question se pose. Rien ne mériterait de tuer ou de mourir. Rien ne vaudrait plus qu'une vie. Dans les médias, mais aussi dans les discours des gouvernants, l'individualisme a gagné ; et cette affirmation de Margaret Thatcher : « la société, ça n'existe pas » qui réduit la stratégie à la protection des droits individuels d'abord, du commerce ensuite, des patrimoines enfin. La stratégie ramenée à la boutique. La tendance a commencé de trouver sa doctrine pour l'emploi des forces armées, par exemple avec l'approche canadienne ou allemande de forces armées dénationalisées, déterritorialisées, au service des droits de l'homme, partout dans le monde, engagées au nom du droit et des institutions internationales ; des forces dont on ose imaginer qu'elles pourraient être mobilisées contre leur propre nation, contre leurs compatriotes, pour peu que leurs choix contreviennent aux dogmes mondialistes en vigueur. L'arrachement des forces armées aux Etats, aux nations et aux peuples, telle que l'a illustré la part prise par les sociétés privées dans le conflit irakien, et la délégitimation de l'emploi des armes par les entités politiques, hormis les Etats-Unis et l'OTAN, voilà une rupture qui mérite attention. Elle désigne

une prise de pouvoir singulière, qui bouleverse tout ce que nous croyons savoir de la démocratie, de la souveraineté et de la nation. C'est la conséquence inéluctable d'une déconstruction de la pensée politique qui nie les deux éléments fondamentaux de notre condition politique : la circonscription dans l'espace et la circonscription dans le temps. Est politique toute communauté qui instaure un écart, quel qu'il soit, entre les siens et les autres. Est politique toute communauté qui assure la continuité dans le temps des engagements des siens vis-à-vis des leurs. Il faudrait ajouter ; la politique commence, en même temps que la culture, quand quelque chose vaut plus que la vie. Mesurons bien ce que l'affirmation a, non seulement d'incorrect, mais d'inconcevable, dans une société où ceux qui considèrent qu'il serait juste et bon d'entrer en résistance, de tuer ou de mourir pour que Notre-Dame de Paris ne devienne pas une mosquée et que la *charia* ne s'applique pas sur le territoire français, sont suspects, dénoncés, et pourquoi pas, persécutés.

Le second constat est que ce qui était simple ne l'est plus. Il est facile de parler de nation, d'Etat, de pays, comme si ce qui était demeure : un territoire, limité par une frontière ; un peuple, défini par sa nationalité ; une identité collective, en France aisément résumée par la République ; l'ensemble, assurant l'autonomie de ceux qui décident en commun de ce qui les concerne, autorisant le niveau élevé de mutualisations internes qui exprime la solidarité des mêmes entre eux. Nous ne mesurons pas à quel point cette situation est extraordinairement récente, contingente, limitée, exceptionnelle hors de l'Europe de l'Ouest ; à quel point elle est fragile, et à quel point elle a marqué un aboutissement d'une très longue histoire, un point haut à partir duquel il est plus facile de descendre la pente de la décivilisation et la désocialisation que de monter celle du progrès. Défendre un territoire ? La notion s'érode à mesure que les dimensions du territoire se multiplient. S'agit-il de la propriété de la terre, qui est sollicitée d'entrer dans le régime du libre mouvement des capitaux et des droits de propriété - et six millions d'hectares de terres africaines entrent déjà dans le portefeuille de fonds d'investissement, en particulier pour produire ces biocarburants qui font rouler les voitures et rasant les forêts ? S'agit-il de la propriété des ressources du territoire, ressources végétales et animales, dont le droit des brevets, en particulier des brevets portant sur le vivant, fait si bon marché ? Quand Monsanto exerce rigoureusement son droit de propriété sur tel ou tel caractère des semences qui lui permettent d'interdire l'emploi de semences naturelles au paysan indien comme au *farmer* géorgien ou bientôt français, de quoi s'agit-il, sinon de conquête d'un territoire, celui de la reproduction végétale ? S'agit-il de la citoyenneté et de la préférence nationale, que le sans-frontiérisme balaie au nom du libre établissement des individus, et que les prédateurs avisés combattent au nom des droits de l'homme, conscients que l'érosion de toute structure sociale,

de toute institution publique, de toute unité collective, livre les individus à la loi du marchand et du banquier - au règne du désir sans limites ? S'agit-il de lois, de mœurs, de singularités collectives à protéger de la banalisation marchande et de l'écrasement sous le nombre ? Au nom de la diversité des individus, toute défense des singularités et des particularités collectives est aussitôt accusée d'être discriminante et menacée du tribunal des bons sentiments. S'agit-il de la capacité de ceux qui se reconnaissent membres d'un même corps politique et se sentent les mêmes par rapport à d'autres, de décider souverainement de leurs lois, de leurs mœurs et de leurs choix ? Là encore, l'universalisme de rigueur est prompt à dénoncer la dictature de la majorité, à susciter des minorités sacrifiées, et à défendre le droit d'un seul ou de quelques-uns à dissoudre la communauté et à se porter contre le collectif. S'agit-il enfin de la faculté qu'ont les uns, - Marocains, Slovènes, Français par exemple -, à déterminer eux-mêmes, et eux seuls, qui est français, slovène ou marocain, qui peut le devenir, à quelle condition, comment et sous quelles contraintes, faculté dans laquelle on croyait reconnaître l'épreuve même de la souveraineté ? Dire que s'il y a des Marocains et des Français, c'est que d'autres ne sont ni Marocains ni Français, dire que les Français ou les Slovènes ont le droit de définir les conditions de la citoyenneté, de l'accès et du maintien sur leur territoire, dire que la discrimination entre ceux qui en sont et ceux qui n'en sont pas est le fondement même de la nation (comme de tout corps politique), n'est pas seulement suspect, c'est condamnable. De sorte qu'à la fin seule reste l'économie : ne serait plus stratégique que ce qui assure l'emploi, la croissance et la hausse des patrimoines. De sorte que ne serait plus stratégique que ce qui assure la dissolution apaisée de l'ordre politique dans celui du marché. La seule mission du politique serait de créer et de garantir les conditions de cette nouvelle hétéronomie. Et la seule fonction de la force armée serait celle du vigile qui garantit la sûreté des coffres-forts, la tranquillité du propriétaire et le sommeil du rentier.

Le troisième constat est que les facteurs stratégiques se sont multipliés dans une relative inconscience qu'explique à la fois la discrétion avec laquelle certains se sont avancés masqués, le conservatisme de la plupart des études stratégiques, le cloisonnement des expertises et des compétences, constats d'évidence auxquels il faut ajouter les effets de l'aperception sociale de la majorité des dirigeants, des parlants et des sachants. Quand les économistes nous assurent que la seule solution de sortie de crise passe par la croissance, une croissance forte, dont ils sont tout disposés à nous indiquer les recettes, comment ne pas voir que ces acteurs de l'économie - banques, fonds d'investissement, analystes, agences de notation -, importants certes mais parmi d'autres, ont acquis une capacité stratégique qui leur permet de commander nos choix collectifs, et pour longtemps ! Et quand les détenteurs de la dette publique, majoritairement

des fonds d'investissement étrangers, font la leçon aux gouvernements impécunieux, quand les agences de notation prennent le pouvoir sur les budgets nationaux, comment ne pas voir que la naïveté ou la complicité des fonctionnaires de France Trésor, si fiers de placer leurs OAT à l'extérieur, ont davantage de conséquences stratégiques pour la France que ses opérations militaires au Tchad ou en Côte d'Ivoire ? Quand les petits délinquants de banlieue parisienne s'adressent au président du tribunal français en l'appelant « Votre Honneur », parce que c'est ainsi que dans les séries américaines les prévenus parlent au tribunal, comment ne pas voir que le *soft power* instaure de fait un territoire de puissance et de conquête ?

Les champs d'étonnement sont nombreux à cet égard. Comment qualifier Internet ? Nouvel espace stratégique, nouvel acteur, moyen de puissance ou d'influence, moyen de surveillance et de mise sous dépendance de consommateurs anesthésiés par les promesses de la gratuité et de l'universalisme ? On observera simplement à quelle vitesse l'accès à l'information, aux réseaux sociaux, au réseau tout court, devient payant - d'abord en temps de cerveau disponible pour les bandeaux publicitaires -, à quel point aussi les injonctions américaines pèsent sur le réseau. Comment considérer les brevets sur le vivant, la pression des fonds d'investissement pour le libre accès à la propriété du foncier, la puissance des acteurs financiers sur les échanges et sur les prix, sinon comme des moyens du pouvoir des uns, de la dépossession des autres ? Comment analyser l'économie mondiale des marchés financiers, sinon comme un système de pouvoir, de règles et de choix radicalement différent et généralement adverse à tout ce que l'ordre politique occidental avait prétendu nommer démocratie, souveraineté et légitimité ? Mais comment, avec des implications plus immédiates, ne pas percevoir que le dérèglement climatique et l'épuisement du monde exercent des conséquences de la plus haute importance sur les ensembles politiques ? Nous ne sommes qu'au début de mouvements migratoires dont personne ne peut prévoir l'intensité, la profondeur, ni les formes qu'ils emprunteront. Nous ne sommes qu'au début d'une nouvelle révolution industrielle, dont nous savons seulement qu'elle bouleversera tout ce que nous croyions savoir des comptes, des prix et des échanges. Nous savons déjà qu'avec la fin de la voiture individuelle comme symbole de la liberté de mouvement, avec la disparition de l'abondance comme garantie de satisfaction, avec la contrainte de la mesure et de l'épargne de tout ce que, eau, air, espace, nous avons appris à tenir pour gratuits, inépuisables et libre d'accès, quelques-unes des composantes de la condition politique de l'Occident et de son universalisme disparaissent ; le plus dramatique n'étant pas que les conditions de sa validité disparaissent, au moment même où elle atteint sa plus large extension, et que le drame de son succès sera autrement plus terrible que les inconvénients de ses échecs passés. Car le problème n'est pas que la Chine

se développe : c'est bien que les Chinois pourraient vouloir adopter les représentations du mode de vie américain comme le modèle de la bonne vie dans une Chine développée, ce qui signifie que la guerre des ressources est inéluctable ; elle est déjà, ici ou là, engagée.

Le quatrième constat est que nous ne savons que penser. De ce qui est essentiel nous ne savons plus guère parler, débattre, nous accorder. La destruction des hiérarchies, des distinctions et la mise à mal des supériorités nous ont certainement libérés de bien des idoles. Nous leur avons substitué de pâles fantômes, la loi du marché, le règne de l'intérêt individuel, la primauté du droit, qui ne remplacent pas le vide du pouvoir, du ciel, de l'origine. Au-dessus ou bien à côté des nations, les grandes idéologies du XX^e siècle, ces religions séculières, définissaient aisément des espaces stratégiques, fondaient des légitimités, fournissaient des raisons supérieures. Nous en sommes bien loin. Il a été de rigueur de célébrer la fin des idéologies, il pourrait être bientôt séant de déplorer la disparition de ces grandes machines collectives à fabriquer la confiance, il est urgent de reconnaître que le capitalisme financier est l'idéologie du moment. Urgent aussi de reconnaître que sa puissance révolutionnaire bouleverse les sociétés humaines et tout ce que nous avons cru être le beau, le vrai, le bon ; qu'il n'apporte aucune réponse à la plus grande partie des questions que les hommes se posent quand ils ont mal, quand ils vont mourir, quand ils sont seuls. La question n'a rien d'intellectuel. Elle est directement politique, programmatique, partisane. L'illustration la plus actuelle, en France, peut se trouver dans les débats internes au parti socialiste. Il est permis à chacun de penser ce qu'il veut des privatisations, de la réglementation, de la fiscalité. L'élément aveuglant est la désincarnation de tout ce qui se lit, s'entend, se publie. Qu'il s'agisse de repenser l'ordre international ou de régler les compétences des collectivités territoriales, c'est toujours l'Homme, abstrait, universel, virtuel, dont il est question. Jamais il n'est question de Français, avec des origines, des appartenances, des croyances. Jamais n'apparaissent les êtres de chair et de sang, rivos à une terre, à une culture, une langue, une identité, et souvent d'autant plus qu'ils croient davantage s'en détacher. Jamais n'apparaît cette évidence qui est la politique même : la première légitimité d'un pouvoir politique est de travailler au bonheur des Français, à la grandeur de la France, au rayonnement de la République, et d'eux seuls. Jamais n'apparaît cette reconnaissance des limites à l'action publique et au programme politique, qui vient de la nécessaire, utile et fondamentale séparation entre les siens et les autres, entre ceux qui en sont et ceux qui n'en sont pas. Jamais la circonscription entre les Français et les autres, ou bien les Européens et les autres, n'est évoquée comme la condition même de l'action, elle qui est la base de l'action politique, aussi bien que celle de la puissance. La dénaturalisation du rapport politique n'est pas seule en question ; il s'agit

plutôt d'une décontextualisation farouche, refusant toute détermination, tout enracinement, toute appartenance comme inhérents à la condition humaine, au mépris de l'enseignement de la linguistique - le dauphin parle le dauphin, les hommes ne parlent pas l'humain, mais des langues situées, datées, circonscrites - comme de l'enseignement d'Hannah Arendt ; ce ne sont pas les *Hommes* qui peuplent la terre, ce sont *Des hommes*, qui n'accèdent à la conscience d'eux-mêmes qu'à travers des cultures, des expériences, des traditions singulières, situées, datées et déterminées.

La nécessaire réappropriation des enjeux

Cette situation est singulière dans l'histoire, elle l'est aussi dans l'espace. Dans l'histoire : le déploiement des stratégies a toujours été l'effet d'ensembles humains qui se reconnaissent les uns et les autres une identité faisant d'eux « les mêmes » - par rapport à d'autres -, réunis par un sentiment d'identité commune. Dans l'espace : c'est peu de dire que la crise signifie, partout dans le monde, la conscience aiguë que la survie n'est assurée à personne, que tous doivent se mobiliser, et que seuls les ensembles dotés d'une forte cohérence interne et d'une unité sans faille auront quelques chances de poursuivre des expériences politiques ailleurs vouées à l'échec - c'est-à-dire à l'invasion ou à la colonisation.

Poursuivre l'exercice oblige à prendre en considération des espaces de puissance, des territoires de souveraineté, des systèmes de pouvoir, qui échappent encore très généralement à ce que les stratégies collectives, nationales, politiques, militaires, prennent en compte :

- le dérèglement climatique et la montée des raretés ;
- les mouvements de population et les migrations sud-nord, est-ouest ;
- l'imposition des régimes juridiques de la propriété et des contrats ;
- le modèle de marché, le système comptable, outils de détermination des valeurs d'actifs et des prix d'échange ;
- la représentation de la bonne vie (les modèles de consommation, de mœurs, de relations) ;
- la maîtrise du savoir et de l'information (la maîtrise de l'image de soi) ;
- l'unité collective, source de toute mutualisation interne et de l'être ensemble (réseaux sociaux) ;
- la production des corps (adoption, fécondation in vitro, singularité).

Sur chacun des points, le constat est sans appel. A la fois l'essentiel est en jeu, parfois la survie, et l'intégration à la réflexion stratégique est faible ou inexistante, la capacité à nommer et à compter est limitée, contrainte ou contrefaite, des forces puissantes s'exercent pour interdire ou limiter la réflexion stratégique, l'écart qu'elle requiert, la lucidité sans complaisance qu'elle présuppose. A la fois le cloisonnement des disciplines, le

conservatisme des élites, et plus encore l'intérêt de ceux qui savent en profiter sans rien dire sont à l'origine d'une situation de dépossession sans beaucoup de précédents. Nous ne savons plus l'histoire qui nous arrive, nous sommes persuadés de ne plus la faire, nous nous laissons persuader de ne rien y pouvoir. Stratégie, vraiment ?

S'il y a urgence en matière de stratégie, c'est l'urgence d'un immense dérèglement des pratiques, des habitudes et des disciplines. Ni la prospective, ni l'accumulation de moyens, ni la convocation des expertises n'y répondent. Un effort intense de décloisonnement, de désaccoutumance et de déconstruction est requis pour avancer sur l'improbable, l'incongru, le réversible, et tout ce qu'appelle *Le Renversement du monde* en cours. Sur la plupart des sujets dont nous sentons qu'ils sont les territoires où se joue notre avenir collectif, même et peut-être surtout s'ils n'ont rien de territorial, même et surtout s'ils illustrent cet arrachement au territoire, ce déracinement dont on veut nous convaincre qu'il est notre état moderne, notre analyse, notre réflexion, et surtout nos réflexes, sont extraordinairement déterminés par un esprit du temps, une agitation, un bruit, qui brouillent tous les signaux stratégiques. Ce qui est manifeste pour Internet : combien de temps l'image de liberté, de gratuité, de privauté va-t-elle survivre à l'instauration d'un système de surveillance et de délation d'abord marchand, d'un régime de prix et d'un contrôle d'accès qui change la nature même du réseau ? est également manifeste pour le dérèglement climatique - les effets de puissance, géo-économiques et stratégiques risquant de l'emporter à court et moyen termes sur les aspects incontestables de transformation de l'*oekoumène*, comme le prouvent déjà les tensions montantes autour de la route du pôle Nord - pour l'appauvrissement dramatique des mers - le sujet du contrôle des zones maritimes exclusives, des plateaux continentaux, et, au-delà, de la gestion des ressources dans les mers libres devenant un sujet aussi important que celui de l'agriculture dans les prochaines années ; et est tout autant manifeste pour la finance de marché : quelle sera, sur le long terme, la tolérance des sociétés pour les détournements d'argent, de rémunérations, de pouvoir, qui s'opèrent aujourd'hui dans une sidérante inconscience ? ou pour l'immigration ? La déconstruction du discours sans-frontériste est urgente, qui méprise les pays d'origine, qui instaure un vaste marché des hommes conduisant ici à un nouvel esclavage, là au pillage des ressources humaines, qui réduit l'homme à sa fonction économique et à son revenu, et qui surtout condamne à terme proche la diversité des sociétés humaines. Ou encore pour la Défense : qu'y a-t-il de plus essentiel à défendre que des mœurs, des cultures, des relations, des lois ?

La nouveauté est qu'il ne faut pas penser contre la mondialisation, mais à partir d'elle. La nouveauté est qu'il ne faut pas penser contre la mobilité

des populations, mais à partir d'elle. La réalité est qu'il ne faut pas penser contre la primauté de la croissance et le diktat de l'économie, mais à partir d'eux. Et tout ceci nous invite à nous ressaisir de la pensée dite sauvage, que seule la naïveté et l'inculture américaine permettent d'attribuer au manque - les pauvres, ils ne savaient pas ce qu'est un Etat, une économie, un patrimoine, un marché ! - alors qu'en réalité, devant l'idée du pouvoir, celle de l'appropriation privée et de la richesse, ils ont choisi de s'organiser contre le pouvoir, contre l'enrichissement et la thésaurisation, contre l'activité économique et la croissance.

Devant ce constat, un seul sujet est réellement stratégique, et c'est celui de l'autonomie de nos sociétés - françaises, européennes - par rapport à l'économie, et par rapport à cette colonisation interne que réalisent analystes financiers, fonds d'investissement, agences de notation, banques, intermédiaires financiers, en substituant au débat démocratique l'obligation du rendement, de la croissance et de la mobilisation économique. Qu'il s'agisse de la détermination purement économique des migrations, qui réduit l'homme à ce qu'il fait, à ce qu'il gagne et à ce qu'il a ; qu'il s'agisse de la mobilisation des ressources de la planète, qui réduit un territoire à sa valeur marchande et légitime la loi du colon ; qu'il s'agisse de l'imposition d'un droit dit international, premier produit d'exportation américain ; qu'il s'agisse encore plus des droits de l'individu, machine à détruire la diversité des peuples, le seul sujet stratégique est la reconquête de leur autonomie par des sociétés qui savent que la discrimination est la sauvegarde de la diversité, que l'identité est la seule richesse de ceux qui n'ont pas accès à la richesse économique, que la séparation est la seule sauvegarde de la gratuité et de la bienveillance du monde contre la loi du colon et du marchand.